

La flambée des prix des produits alimentaires : quelques éléments de réflexion sur les causes et conséquences

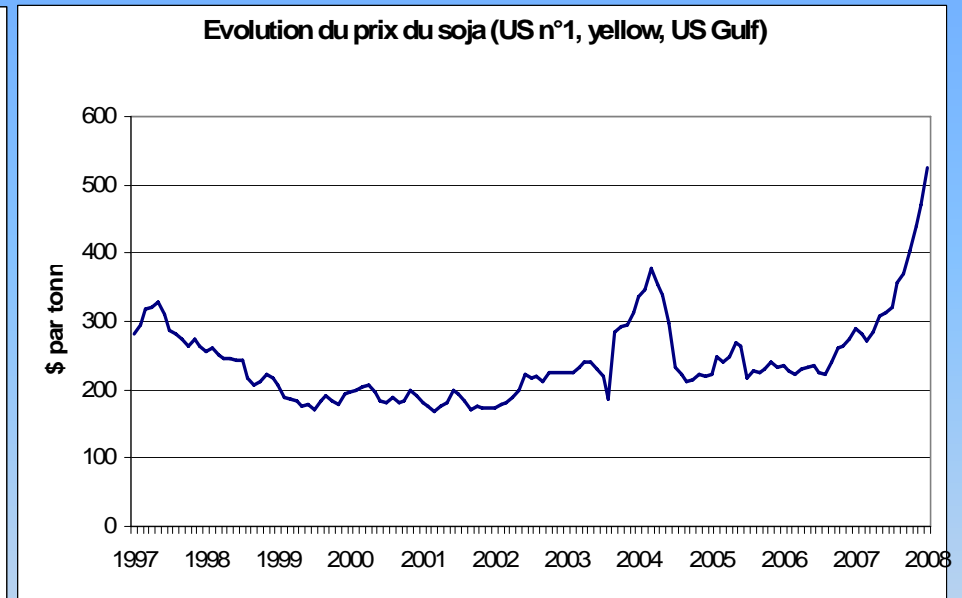
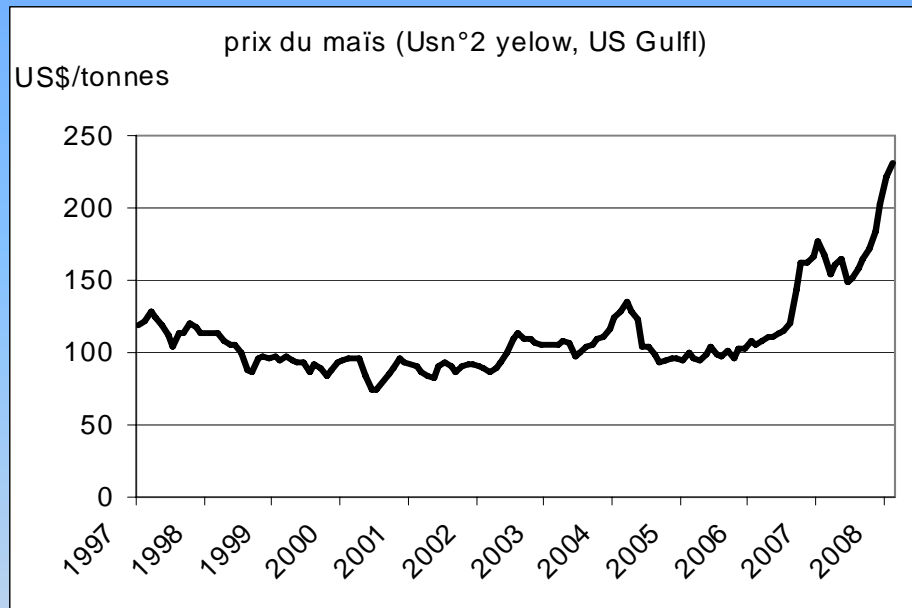
Françoise Gérard

5 juin 2008



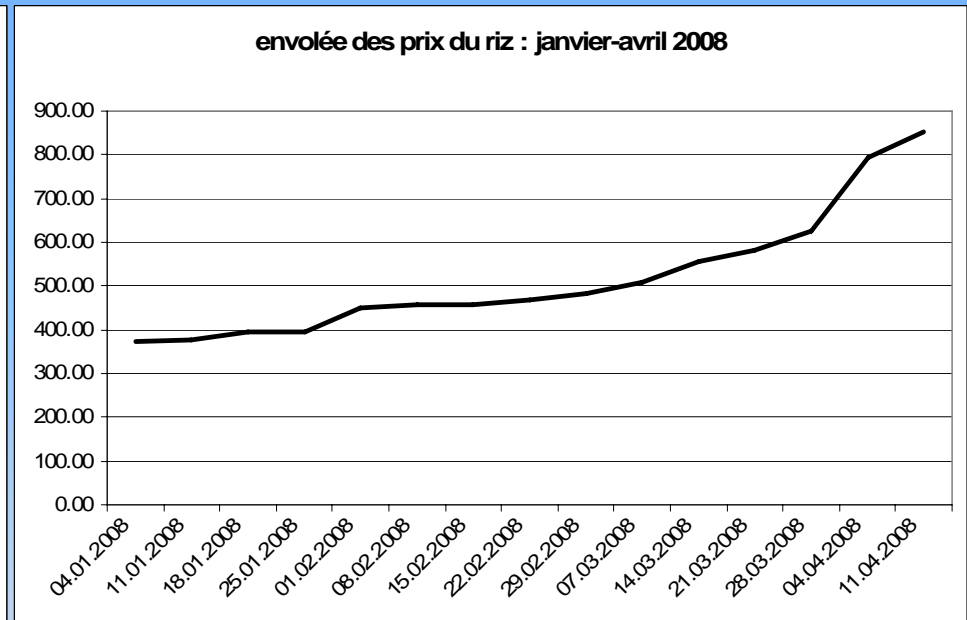
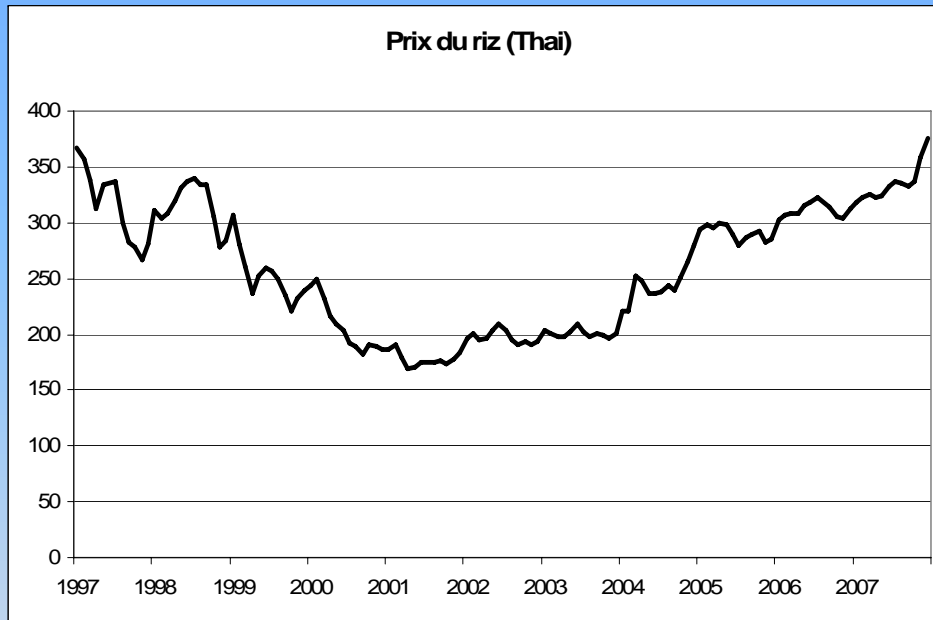
*Centre de coopération Internationale
en Recherche Agronomique pour le
Développement*

L'instabilité des prix agricoles: les faits



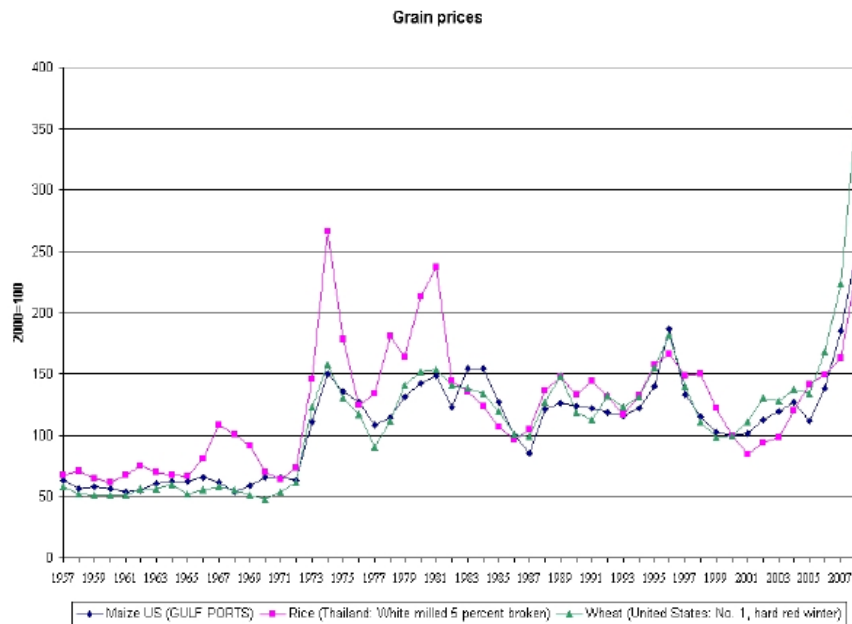
- ❖ Entre janvier 2006 et mars 2008 la plupart des produits agricoles sur les marchés internationaux ont X 2 ou 3 leurs valeurs en \$
- ❖ Pratiquement tous les produits alimentaires sont touchés mais viandes et produits tropicaux beaucoup moins que céréales et oléagineux (pas le sucre)

L'instabilité des prix agricoles: les faits

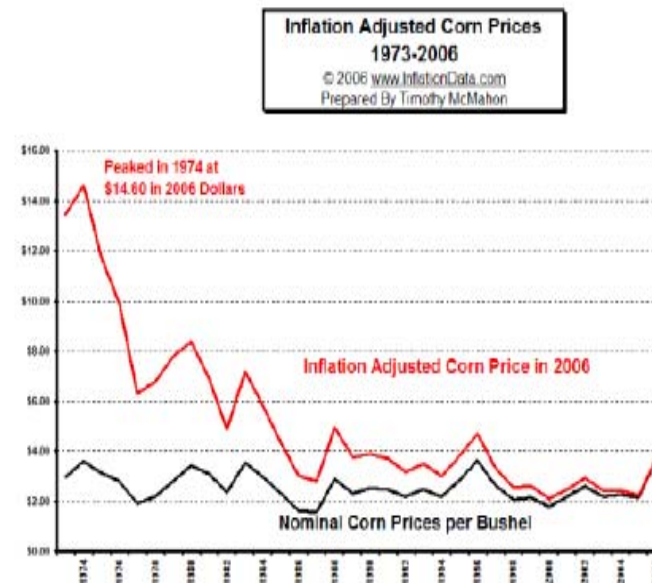


- ❖ La chronologie est variable selon les produits d'abord blé, maïs et lait
- ❖ L'envolée des prix du riz est tardive mais bat tous les records

Evolution des prix sur longues périodes, en valeur courante ou constante



Source : http://blogs.cgdev.org/globaldevelopment/2008/04/the_global_food_crisis_time_fo_1.php



En terme réels les prix sont plus faibles que dans les années 60 et 70

Les principales causes : du côté de l'offre court terme

- La production agricole est sensible aux aléas naturels : désordre climatique (Sécheresse en Australie et en Europe de l'est)
- Pourtant l'instabilité des prix agricoles devait être gommée par l'élargissement des marchés : les bonnes et mauvaises récoltes se compensent entre régions du monde (argument pour la libéralisation)
- D'après les statistiques, la production mondiale de céréales a baissé de 1.14% seulement entre 2005-2006 et 2006-2007, elle augmenterait de 5.8% en 2007-2008 (Berthelot, 2008)

Les principales causes : du côté de l'offre (2)

- ❑ Croissance des coûts de production liée à la hausse des prix du pétrole
- ❑ La réforme des politiques agricoles sous les auspices de l'OMC, le discours sur la surproduction et ses effets néfastes sur les pays pauvres, les réformes de la PAC
- ❑ Le sous investissement dans l'agriculture
- ❑ Déséquilibre persistant offre et demande qui amène les stocks à des niveaux minima - baisse exagérée des prix au cours de la dernière décennie?
- ❑ Il est très difficile de faire la part des aléas climatiques et des décisions des agriculteurs dans les variations de production

Les principales causes : du côté de la demande

- La croissance des revenus dans les pays émergents (en particulier l'Inde et la Chine) et la transition alimentaire mais
 - o il ne s'agit pas d'un phénomène brutal et imprévisible
 - o les balances commerciales en produits alimentaires depuis 1995 sont excédentaires pour l'Inde et pour la Chine sauf en 2004

- La demande en bio-carburant :
 - o Encore marginale mais en forte croissance
 - o Il faudrait une « seconde Planète » (Griffon, 2007)
 - o Importante pour certains produits dans certains pays (ex du maïs aux USA)
 - o Une demande solvable
 - o une opportunité face à l'OMC pour certains pays

Les principales causes : fonctionnement des marchés

- Prévisions OCDE- FAO (2008) intégrant ces causes fondamentales prévoient un maintien des cours à un niveau élevé pour la prochaine décennie (+10 à 30% pour les céréales, + 50% pour les oléagineux par rapport à la décennie précédente
- Rôle des bio-carburants : Peut-on simultanément reprocher aux pays développés de maintenir des prix trop bas sur les marchés mondiaux du fait de leurs subventions agricoles et d'augmenter les prix en fabriquant des biocarburants ?
- Le rôle des marchés pour étaler dans le temps des hausses liées à l'accroissement de la rareté, un « rattrapage » des prix qui auraient trop baissé

Les principales causes : fonctionnement des marchés (2)

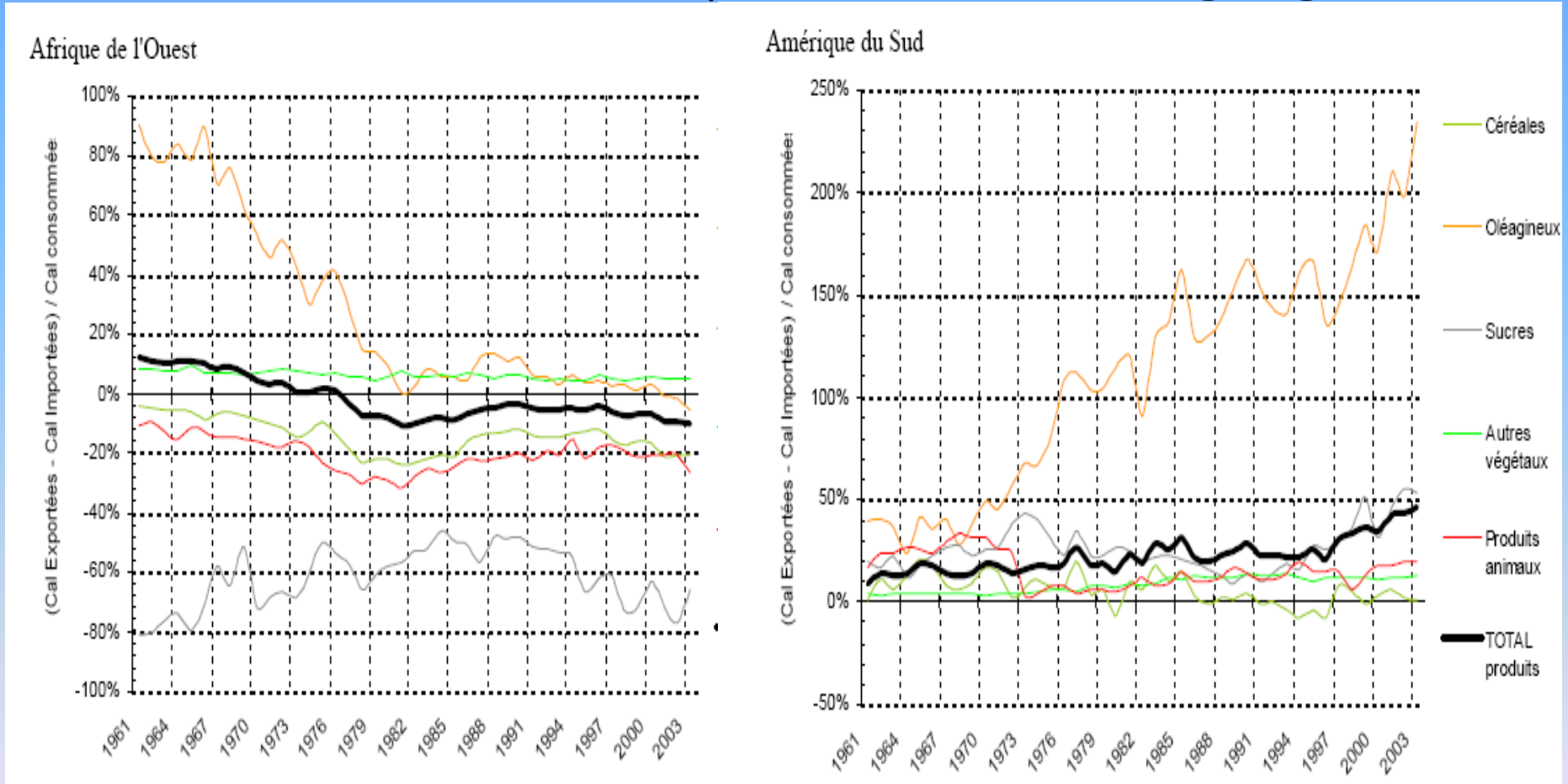
- La sur réaction des marchés
 - o la croissance actuelle est beaucoup plus importante
 - o on assiste à une contagion à l'ensemble des produits (c'est normal car il y a compétition pour des facteurs de production comme la terre)
 - o Le rôle de la spéculation : transfert de risque sur des marchés de nature très instable, peut-être stabilisante (étaler dans le temps une hausse indiquant la rareté) ou déstabilisante (erreurs des spéculateurs sur le point de retournement- « bulles »)
 - o Cela se passe à tous les niveaux : la réaction des états qui interdisent les exportations ou des ménages qui stockent par peur de pénurie entretiennent la flambée des prix qui devient une « bulle » sans rapport avec la réalité

- Ce type de fonctionnement des marchés est une « défaillance » justifiant en principe l'intervention tout comme pour les marchés de capitaux. Si l'on considère la sécurité alimentaire comme un bien public alors les marchés libres ne sont pas adaptés...

Les conséquences : multitudes des éléments à considérer

- Tout dépend de la durée de la hausse : élément clé et très incertain (baisse déjà amorcée)
- Niveaux des Etats et des populations
- Au niveau des Etats :
 - o impact sur les finances publiques, selon l'insertion dans le commerce mondial pour les produits alimentaires et l'évolution des prix des produits exportés
 - o influe sur l'environnement des populations (dépenses publiques)
- Au niveau des populations
 - o Dépend de la transmission des prix aux marchés domestiques (politique menée par les Etats et capacité à la maintenir), part des importations dans la consommation
 - o Structure de la consommation, part des biens touchés et possibilité de substitutions
 - o Structure des revenus et croissance de ceux-ci suite à la hausse des prix

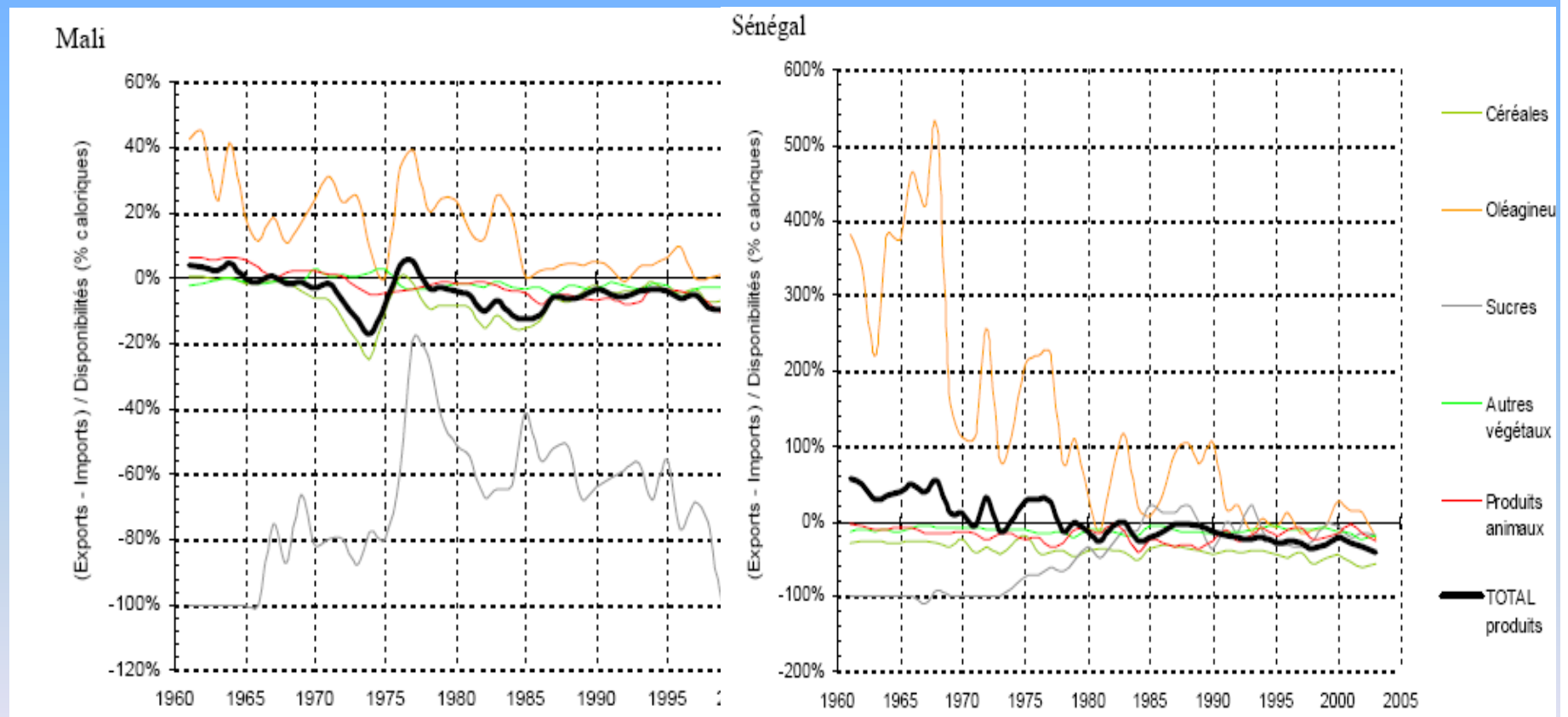
Diversité des impacts au niveau agrégé



Source : Bruno Dorin, agrimonde, CIRAD

La position dans le commerce international de l'Amérique Latine et de l'Afrique subsaharienne sont très différentes

Diversité des impacts au niveau agrégé (2)



Source : Bruno Dorin, agrimonde, CIRAD

La position dans le commerce international du Sénégal et du Mali sont très différentes

Diversité des impacts au niveau des ménages

- La transmission aux prix domestiques est très différentes selon la part des produits importés dans l'alimentation.
- Au Sénégal les prix des produits importés ont beaucoup augmentés (+ 41% pour le lait en poudre, +48,5% pour le riz et + 25% pour la brioche, + 17% pour la baguette de pain par rapport à 2006)
- contagion sur les céréales traditionnelles (le mil a augmenté de 26% en mars 2008 par rapport au second trimestre 2006) comme sur l'huile (l'huile végétale locale a augmenté de 31%)
- en dépit des mesures prises par le gouvernement pour tempérer les hausses
- Au Mali les augmentations sont pour l'instant plus mesurées (+19% pour le riz importé, pas de contagion aux céréales locales)
- Au Cameroun, elles sont surtout le résultat de la croissance des prix de l'essence

Diversité des impacts au niveau des ménages

(2)

- ❖ Tout dépend également de la part des produits concernés dans les dépenses alimentaires et de la vulnérabilité des ménages
 - o Au Sénégal les prix des produits ayant fortement augmenté représente plus de 50% des dépenses alimentaires qui elles-mêmes représentent plus de 50% du budget des ménages : forts impacts négatifs sur les consommateurs
 - o Au Mali, les ménages apparaissent comme encore plus vulnérables à une hausse des prix : 80% des ruraux et 60% des urbains dépensent plus de 70% de leur budget pour l'alimentation. Mais la faiblesse des importations dans l'alimentation, de même qu'une politique énergique du gouvernement Malien, et une bonne récolte nationale en 2007, protège, pour l'instant, les consommateurs Maliens
 - o Au Cameroun, les produits importés représentent en moyenne 15% des dépenses des ménages mais les coûts de transports représente parfois plus de la moitié du prix du produit, à la croissance des prix de l'essence s'ajoute l'état difficile des routes et la faiblesse des quantités transportée

- ❖ L'impact immédiat est toujours plus important sur les urbains, plus grand consommateurs de produits importés.
- ❖ On voit, avec le Sénégal, les difficultés à mettre en place une régulation des prix

Conséquences sur les agricultures des PMA

- Si les prix devaient rester un certain temps à des niveaux plus élevés :
 - Les experts s'accordent sur les capacités de réponse des agricultures africaines mais de multiples contraintes pèsent sur la production (infrastructures, accès aux marchés, capital)
 - Certaines régions sont mieux placées pour une réponse rapide de l'offre (Brésil, Argentine) qui risquent d'amener à de nouvelles baisses des prix
- Si les biocarburants devaient se développer en Afrique Subsaharienne il faudrait veiller à l'absence de concurrence pour la terre avec les cultures alimentaires et au partage de la valeur ajoutée au long de la filière
- Le marché ne peut pas allouer de ressources à une demande alimentaire non solvable face à une demande d'énergie solvable et « savoir » que la sécurité alimentaire est primordiale.
- La sécurité alimentaire un « bien public » qui nécessite des processus hors marché ?

En conclusion

- La diversité des situations et l'impossibilité des politiques « taille unique »
- L'importance des agricultures de chaque région dans la sécurité alimentaire prouvée par la crise actuelle et opposée à l'idée de s'approvisionner pour les céréales sur les marchés mondiaux en les finançant par des exportations de légumes ou produits horticoles
- L'instabilité des prix et les effets d'entraînement liée à la croissance des céréales militent pour des politiques économiques permettant une autosuffisance relative des ensembles régionaux
- Une efficacité record de la croissance du secteur agricole dans la lutte contre la pauvreté
- La nécessité d'un environnement propice à l'investissement : infrastructures d'éducation, de santé, d'énergie, de transport, de fonctionnement des marchés
- La nécessité de politiques au Nord qui ne déstabilisent pas les marchés au Sud mais cela ne suffit pas...